

Lettre ouverte : En France, la menace de l'autoritarisme académique - Solidarité internationale

dimanche 8 novembre 2020, par [Universitaires \(international\)](#) (Date de rédaction antérieure : 5 novembre 2020).

Alors que l'université française est en train de subir des attaques majeures contre les libertés académiques, de nombreux universitaires du monde entier manifestent leur solidarité avec leurs collègues en France. « Dans l'intérêt d'une réelle liberté de parole et de conscience, nous sommes aux côtés des éducatrices et des éducateurs français menacés par cette attaque idéologique portée par des politiques, des éditorialistes et même des universitaires ».

Jeudi 22 octobre 2020, à deux reprises, [sur Europe 1](#) et [devant le Sénat](#), Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, a mis en cause l'Université : celle-ci serait « ravagée » par des « islamo-gauchistes » et « des théories indigénistes ». Il a confirmé ses propos [dans le Journal du dimanche](#) le 25 octobre. [La Conférence des président d'Université](#) a protesté dans un communiqué. En réaction, un groupe d'universitaires est intervenu en soutien au ministre dans un Manifeste sur [« la persistance du déni »](#), publié dans *Le Monde* le 2 novembre. Et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Frédérique Vidal, défend si peu les universitaires que, [« fait rarissime](#), la commission permanente du Conseil National des Universités appelle à la démission de Frédérique Vidal, “qui ne dispose plus de la légitimité nécessaire pour parler au nom de la communauté universitaire et pour agir en faveur de l'Université” »

L'université française est en train de subir des attaques majeures contre les libertés académiques : d'un côté, la nomination d'un conseiller du président de la République, entachée de conflits d'intérêts et contre l'avis du Parlement, à la tête d'un organisme supposé « indépendant », le Haut Conseil pour l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) ; de l'autre, lors de l'examen en procédure accélérée de la Loi de programmation pour la recherche 2021-2023, l'adoption de trois amendements très inquiétants : 147 (délit d'entrave), 150 (suppression du rôle de contrôle du Conseil national des universités) et 234 (soumission des libertés académiques aux « valeurs de la République »). La commission mixte paritaire se tiendra lundi 9 novembre 2020.

Par cette lettre ouverte d'abord publiée en anglais [\[1\]](#), des universitaires du monde entier manifestent leur solidarité avec leurs collègues en France dont les libertés académiques sont menacées en raison de leur antiracisme.

* * *

Lettre ouverte

À l'heure où monte une vague de racisme, de suprématisme blanc, d'antisémitisme avec une radicalité violente d'extrême droite, les libertés académiques sont attaquées. La liberté d'enseigner

et de mener des recherches sur les racines de la race et du racisme et sur leurs transformations historiques est accusée d'être à l'origine des phénomènes mêmes qu'elle permet de mieux comprendre. Tel est le raisonnement pervers du manifeste de 100 universitaires français, publié dans *Le Monde* daté du 2 novembre 2020 [2]. Ses signataires y déclarent leur accord avec le ministre français de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, selon lequel les idéologies « indigénistes, racistes et décoloniales », importées d'Amérique du Nord, seraient responsables du « conditionnement » de l'extrémiste violent qui a assassiné un enseignant, Samuel Paty, le 16 octobre 2020.

Cette affirmation est d'une grande mauvaise foi, et dans un contexte où les universitaires liés aux recherches décoloniales et aux travaux critiques sur la race ont récemment reçu des menaces de mort, elle est également profondément dangereuse. Les signataires ont délibérément sacrifié leur crédibilité en vue d'alimenter une confusion, à l'évidence fallacieuse, entre l'étude du racisme en France et une politique « islamiste » de « haine anti-Blancs ». Leur manifeste intervient dans un contexte où les libertés académiques en France subissent une ingérence politique patente, à la suite d'un amendement du Sénat qui en redéfinit les limites « dans le respect des valeurs de la République » [3].

Le manifeste ne propose rien moins qu'une forme de maccarthysme, sous l'égide du Ministère français de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Pour éliminer des « courants islamistes » au sein des universités, il est question de prendre clairement position contre les « idéologies qui les sous-tendent » et d'« engager les universités dans une lutte pour la laïcité et la République » ; cela passe par la création d'une instance chargée des cas d'opposition aux « principes républicains et à la liberté académique ». L'étiquette « islamogauchiste » est désormais largement utilisée par les membres du gouvernement, par une grande partie des médias et par des universitaires hostiles. Elle rappelle l'accusation antisémite de « judéo-bolchevisme » des années 1930, qui imputait aux Juifs la responsabilité de la propagation du communisme. La notion d'« islamogauchisme » est particulièrement pernicieuse car elle confond volontairement l'islam (et les musulmans) avec les islamistes djihadistes. En d'autres termes, les universitaires qui dénoncent le racisme à l'encontre de la minorité musulmane en France sont considérés comme des alliés des terroristes islamistes, et donc comme des ennemis de la nation.

Ce n'est pas la seule contradiction qui travaille ce manifeste. Les signataires semblent ignorer que son ton fébrile rappelle la chasse aux sorcières antisémites contre les prétendus « marxistes culturels », terme qui désignait les intellectuels juifs comme des ennemis de l'État. Les ennemis d'aujourd'hui sont les musulmans, les antiracistes politiques et les penseurs décoloniaux, ainsi que toute personne qui se tient à leurs côtés pour lutter contre l'islamophobie et le racisme institutionnels.

En outre, dans un contexte mondial, il convient de se demander qui « importe » effectivement des idées d'Amérique du Nord. Le manifeste emboîte le pas à Donald Trump qui, dans un décret « sur la lutte contre les stéréotypes raciaux et sexuels » [4], interdit en pratique à quiconque bénéficie de financements fédéraux de s'associer à des idéologies qui dépeindraient les États-Unis comme « fondamentalement racistes ou sexistes ». Dans la foulée du président des États-Unis, le Parti conservateur britannique a décidé de disqualifier la Critical Race Theory (théorie critique de la race) en la présentant comme une idéologie séparatiste qui, si elle était enseignée dans les écoles, « enfreindrait la loi » [5].

Nous sommes préoccupé•es par le fait que, dans ces attaques contre les recherches sur la race et contre la pensée décoloniale, il y a clairement deux poids, deux mesures. En opposition avec les véritables principes de la liberté académique, elles brossent un tableau où tout enseignement et toute recherche sur l'histoire et la sociologie du colonialisme français et du racisme institutionnel

serait une attaque contre les libertés académiques. En revanche, lier ces travaux universitaires à l'extrémisme islamiste de manière aussi fallacieuse que dangereuse et tenir des universitaires pour responsables d'actes de meurtre brutaux, comme le font les signataires du Manifeste, est jugé conforme aux libertés académiques.

Ceci s'inscrit dans une tendance mondiale où le racisme est protégé en tant que liberté d'expression, alors que faire entendre un point de vue antiraciste en serait une violation. Pour les signataires du manifeste — comme pour Donald Trump —, seuls les récits aseptisés d'histoires nationales qui omettent la vérité sur le colonialisme, l'esclavage et le génocide peuvent être antiracistes. Dans ce renversement pervers de l'histoire, s'engager dans la recherche et l'enseignement critiques dans le but de tirer les leçons des injustices passées participe d'un « racisme anti-blanc ». Or une telle vision réduit le racisme à la pensée des individus, en le déconnectant des actions, des lois et des politiques des États et des institutions dans des sociétés où l'inégalité socio-économique raciale reste très présente.

Dans un tel climat, le débat intellectuel devient impossible, car toute remise en cause critique du rôle joué par la France dans le colonialisme ou dans la géopolitique actuelle du Moyen-Orient ou de l'Afrique, sans parler, sur la scène intérieure, du racisme institutionnel, est rejetée comme une légitimation de la violence et du « séparatisme » islamistes. Dans ces conditions, il devient impossible de mettre en cause le rôle des élites politiques et économiques dans la perpétuation du racisme tant à l'échelle locale que mondiale, tandis que celles et ceux qui souffrent de ces attaques sont des enseignant•es et des militant•es qui tentent d'améliorer les conditions de vie des gens au quotidien.

Dans l'intérêt d'une réelle liberté de parole et de conscience, nous sommes aux côtés des éducatrices et des éducateurs français menacés par cette attaque idéologique portée par des politiques, des éditorialistes et même des universitaires. Elle est fondée sur le « blanchiment » (whitewashing) de l'histoire de la race et du colonialisme et sur une vision du monde islamophobe qui associe tous les musulmans à la violence et tous leurs défenseurs à ce qui est qualifié d'« islamo-gauchisme ». La véritable liberté académique doit inclure le droit de critiquer le passé national afin d'assurer un avenir commun. Dans un moment de profonde polarisation, qu'exacerbent des élites asservies à la suprématie blanche, la défense de cette liberté est plus vitale que jamais.

Les collègues hors de France peuvent signer ici

Liste des signataires (7 novembre 2020) :

Associate Professor Alana Lentin, Western Sydney University

Associate Professor Gavan Titley, Maynooth University

Professor Gayatri Chakravorty Spivak, Columbia University

Professor Michael Rothberg, 1939 Society Samuel Goetz Chair in Holocaust Studies, UCLA

Professor David Scott, Ruth and William Lubic Professor, Chair, Department of Anthropology, Columbia University

Professor Gurinder Bhambra, University of Sussex

Professor Rashid Khalidi, Edward Said Professor of Arab Studies, Columbia University

Professor Laleh Khalili, Queen Mary University of London

Professor David Theo Goldberg, Director, University of California Humanities Research

Professor Emeritus Talal Asad, CUNY Graduate Center

Professor Anne Phoenix, University College London

Professor David Roediger, University of Kansas

Professor Lewis R. Gordon, University of Connecticut

Dilip M Menon, Mellon Chair in Indian Studies, Director Centre for Indian Studies in Africa, University of Witwatersrand

Professor Lisa Duggan, New York University

Professor Johnny E. Williams, Trinity College, Connecticut

Professor Ramón Grosfoguel, University of California Berkeley

Distinguished Emerita Professor, Genevieve Rail, Concordia University

Professor Claudia Breger, Villard Professor of German and Comparative Literature, Columbia University

Professor Karim Murji, University of West London

Professor Joan Scott, Institute for Advanced Study, Princeton University

Professor Gil Anidjar, Columbia University

Professor Ariella Aïsha Azoulay, Brown University

Professor David Palumbo-Liu, Louise Hewlett Nixon Professor, Stanford University

Professor Ghassan Hage, University of Melbourne

Professor Jean Beaman, University of California, Santa Barbara

Professor Philippe Marlière, University College London

Professor Michael Cronin, Trinity College Dublin

Professor Andrew Ross, New York University

Professor Ann Whitney, Chair, Women's, Gender, & Sexuality Studies, Barnard College

Professor Priyamvada Gopal, University of Cambridge

D^r Adrián Groglopo, University of Gothenburg

Professor Ann L. Stoler, The New School for Social Research

Professor Umut Erel, The Open University

D^r Yiva Habel, Södertörn University

Associate Professor Ravinder Kaur, University of Copenhagen

D^r Zahra Bayati, University of Gothenburg

D^r Scott Burnett, University of Gothenburg

Associate Professor Aylwyn Walsh, University of Leeds

Professor Mahmood Mamdani, Columbia University

Distinguished Professor Sarah Schulman, City University of New York College of Staten Island

Professor Nicholas Mirzoeff, New York University

Professor James Schamus, Columbia University

Professor Michael Harris, Columbia University

Professor Diana Mulinari, University of Lund

Professor Anders Neergaard, Director of REMESO, Linköping University

D^r Nicholas Smith, Södertörn University

Professor Sindre Bangstad, KIFO (Institute For Church, Religion And Worldview Research) Norway

Professor Stephen Sheehi, Sultan Qaboos Professor of Middle East Studies, William and Mary

D^r Jason Toynbee, Open University

D^r Max Ajl, Wageningen University

D^r Hamza Hamouchene, Transnational Institute

Associate Professor Hanna Wikström, University of Gothenburg

D^r Getahun Yacob Abraham, Karlstad University

Professor Emeritus John Holmwood, University of Nottingham

Professor Miriam Ticktin, The New School for Social Research

Professor Karen Seeley, Barnard College

Professor Brinkley Messick, Columbia University

Professor Richard Peña, Columbia University

Associate Professor, Barzoo Eliassi, Linnaeus University

Ben Ratskoff, UCLA

Associate Professor (retired) Ronit Lentin, Trinity College Dublin

D^r Aurelien Mondon, University of Bath

D^r Nicholas Guyatt, Reader in History, University of Cambridge

D^r Simon Dawes, University of Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Professor Emeritus, Jordi Marsal, University of Barcelona

Professor Francisco Marquès, Polytechnic University of Barcelona

Associate Professor Pamila Gupta, University of Witwatersrand

D^r Justine Feyereisen, Wolfson College, Oxford University

D^r Jamila Mascot, Utrecht University

To add your signature, go here.

P.-S.

- Le blog de Les invités de Mediapart. 7 nov. 2020 :
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/071120/la-menace-de-l-autoritarisme-academique>
- Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Notes

- [1] Disponible sur ESSF (article 55522), [Open Letter : the threat of academic authoritarianism – international solidarity with antiracist academics in France](#).
- [2] <https://manifestedes90.wixsite.com/monsite>
- [3] https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/academic-freedom-in-the-context-of-frances-new-approach-to-separatism/?utm_source=fb&fbclid=IwAR1BlgCH_2wGDTCNa6fcHrHok2GD-rfYGyqBNDO8_maK9f9M7x5YCPdfvjo
- [4] <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/executive-order-combating-race-sex-stereotyping/>
- [5] <https://www.independent.co.uk/voices/critical-race-theory-racism-kemi-badenoch-black-history-month-bame-discrimination-b1227367.htm>